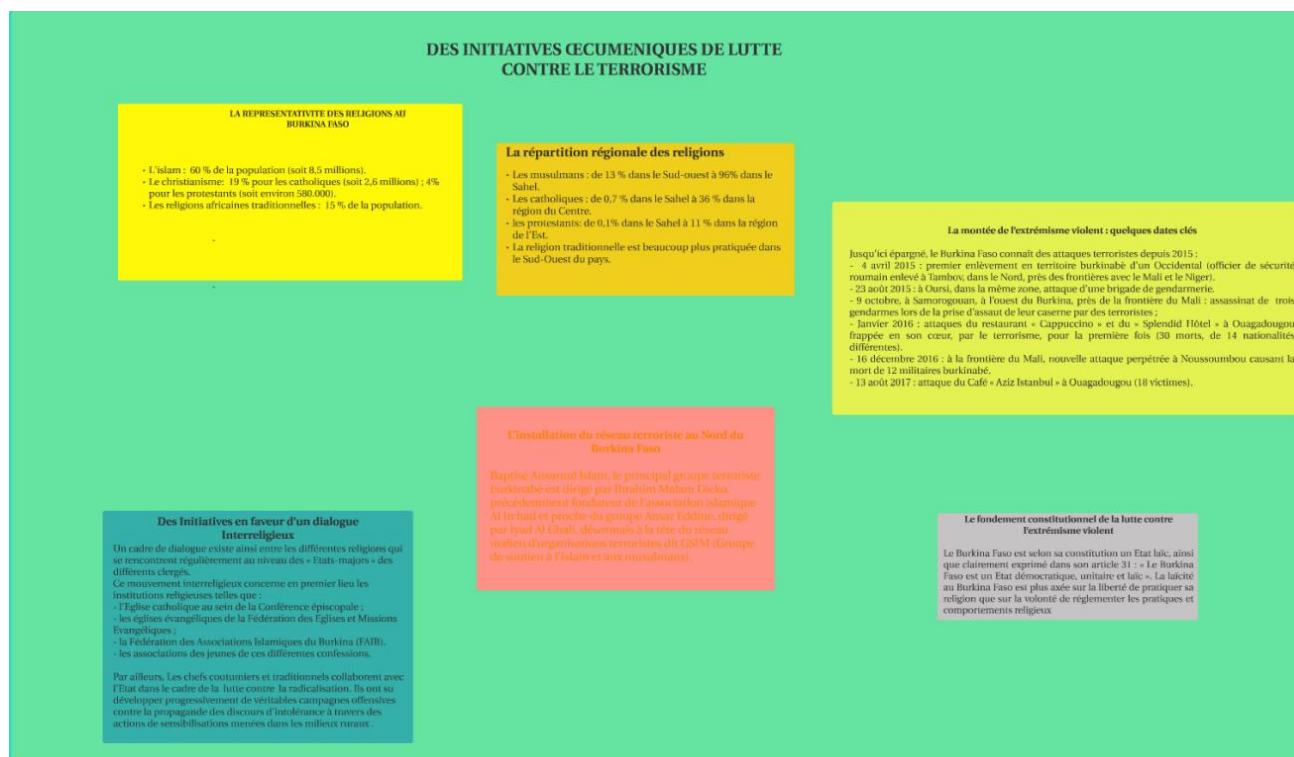




DES INITIATIVES ŒCUMENIQUES DE LUTTE CONTRE LE TERRORISME



La version animée de cette cartographie est disponible en ligne via ce lien : [Des initiatives œcuméniques de lutte contre le terrorisme](#)



Introduction

Jusqu'ici épargné, le Burkina Faso a connu pour la première fois le terrorisme directement sur son territoire le 4 avril 2015, avec le kidnappingⁱ d'un Occidental en territoire burkinabèⁱⁱ : depuis lors la capitale Ouagadougou, le Nord et l'Ouest, non-loin des frontières maliennes, sont régulièrement soumis à des actes terroristes souvent sanglants. Les revendications d'Al Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) concernant les attaques de Ouagadougou en 2016 et celle de Malam Dicko (cf. infra) concernant les attaques de Noussoumbou, le 16 décembre 2016, à la frontière du Mali, causant la mort de 12 militaires burkinabéⁱⁱⁱ sont assez révélatrices de l'invocation du religieux pour légitimer et justifier de tels faits.

La planification minutieuse de ces actes^{iv} soulève de nombreuses questions. Au nord du Burkina Faso, des réseaux terroristes se sont installés avec la complicité de quelques leaders religieux locaux. Les groupes actuellement présents^v au Burkina Faso ont su profiter des faiblesses d'un « Burkina nouveau », concentré sur l'édification et l'ancrage de sa démocratie, à l'issue de l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014 et de la transition politique de 2015. Concernant l'implication des jeunes dans le terrorisme, il est difficile cependant d'avancer un nombre de recrues pour les groupes terroristes. Dans le cas précis des deux attaques^{vi} qu'a connu le Burkina Faso au cœur de la capitale, les assaillants étaient de très jeunes gens d'ethnies peul, touareg et ou arabes originaires du Nord du pays. Les hommes de l'imam Dicko qui auraient perpétré l'attaque la plus meurtrière dans le Nord du Burkina Faso, sont en partie des Burkinabé, même s'ils se replient régulièrement au Mali voisin. Ibrahim Malam Dicko, dit « Malam », burkinabé originaire des environs de Djibo, était, comme d'autres prêcheurs radicaux,

Janvier 2018

dans le viseur des autorités depuis plusieurs années. L'homme est alors numéro un de l'organisation religieuse Al-Irchad, basée dans la province du Soum. Depuis son retour du Mali courant 2015, Malam est de plus en plus isolé au sein d'Al-Irchad. Son discours est jugé trop violent par certains de ses membres. Selon plusieurs sources sécuritaires burkinabè, ce sont ces divergences et l'isolement croissant de Malam qui ont poussé ce dernier à créer son propre groupe. Baptisé Ansaroul Islam, le groupe terroriste burkinabé dirigé par Ibrahim Malam Dicko, a revendiqué l'attaque de Nassoumbou qui avait tué douze militaires à la mi-décembre.

Au Mali et au Burkina Faso, les liens entre Malam et le prêcheur radical Amadou Koufa, fondateur présumé du mystérieux Front de libération du Macina (FLM) désormais membre du GSIM (groupe de soutien à l'islam et aux musulmans/ Jamaat Nosrat al-Islam wal-Mouslimin), coalition djihadiste dirigée par le malien Touareg Iyad al Ghali, semblent avérés. Tout en développant des actions militaires, l'Etat mise aussi sur des approches qui visent le renforcement du dialogue religieux et la sensibilisation des jeunes, considérant que la réponse globale à apporter aux menaces terroristes au Burkina Faso requiert une étroite coopération entre les différentes religions mais aussi des actions internes au sein des différentes confessions, susceptibles de réduire les velléités de passage des jeunes dans les camps des extrémistes. Après un aperçu sur l'état des lieux des religions au Burkina Faso, cet article examine les actions menées pour renforcer la cohésion sociale et réduire la montée de l'extrémisme violent.



La représentativité des religions au Burkina Faso

L'islam, l'animisme et le christianisme (catholicisme et le protestantisme) caractérisent pour l'essentiel le paysage religieux national. Les statistiques sur les pratiques religieuses au Burkina Faso ne sont pas homogènes et sont considérées comme sensibles^{vii}. Selon les chiffres de l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD), les musulmans, constituent 60 % de la population, soit 8,5 millions au niveau national. Le début de l'implantation de l'islam date du XVe siècle. Le christianisme, arrivé plus tardivement au XXe siècle dans l'ancienne Haute-Volta, aurait des adeptes dont le nombre représente actuellement 19 % pour les catholiques, soit 2,6 millions et 4% pour les protestants, soit environ 580.000^{viii}. Les religions africaines traditionnelles, qui ont précédé l'islam et le christianisme^{ix}, n'ont plus qu'un poids statistique marginal avec 15 % de la population. Cependant au Burkina Faso il n'est pas rare d'entendre que « 100% des burkinabè sont animistes », pour montrer la force du syncrétisme religieuse et la tolérance vis-à-vis des religions traditionnelles qu'il est difficile de dissocier des pratiques culturelles locales.

La répartition régionale des religions est très variable. Les proportions de musulmans varient de 13 % dans le Sud-ouest à 96% dans le Sahel. Celle des catholiques varie de 0,7 % dans le Sahel à 36 % dans la région du Centre. Chez les protestants, la plus faible proportion est 0,1% enregistrée dans le Sahel et la plus forte 11 % dans la région de l'Est. La religion traditionnelle est beaucoup plus pratiquée dans le Sud-Ouest du pays^x.

Janvier 2018

Un aperçu historique des religions au Burkina Faso

Les « religions importées »^{xi} ont influencé l'histoire du Burkina Faso à bien des égards, même bien avant la période coloniale. C'est vers la fin du 18^{ème} siècle que le Mogho Naaba Dulugu (le 26^{ème} roi des Moose du Royaume de Ouagadougou) se serait converti à l'islam. Depuis cette époque les Mogho Naaba successifs pratiquent un islam qui s'accommode de coutumes traditionnelles. Quant au catholicisme, il a pénétré le pays depuis la période coloniale. L'évangélisation fut entreprise par la congrégation des Pères Blancs, avec à leur tête le cardinal Lavignerie^{xii}. La religion catholique arrivée sur le tard en période coloniale a été à la base de la construction de l'école primaire burkinabè dès le début de la colonisation française soit juste après 1895^{xiii}. C'est ainsi que l'école a contribué à la formation des premiers cadres de l'administration publique au point que, bien que l'Etat étant laïc, les premiers responsables de l'Etat étaient pour la plupart des chrétiens. Cette situation perdure et est ressentie comme une source de frustration par de nombreux musulmans, surtout ces dix dernières années. Parallèlement au catholicisme, les églises et mouvements évangéliques au Burkina-Faso ont une histoire de sept décennies. Au début du XX^{ème} siècle, des églises issues du mouvement de réveil d'origines américaine et canadienne commencèrent à s'installer en Haute-Volta en 1921 grâce au missionnaire^{xiv} Harry Wright et de Wilbur Taylor depuis la Sierra Leone. Arrivés à Ouagadougou, les pasteurs américains se heurtèrent rapidement aux missions catholiques déjà installées dans la ville, lesquelles conseillèrent au Mogho Naaba d'expulser les protestants de Ouagadougou. Le roi les envoya auprès d'un de ses ministres, le Konga Naaba, qui lui-même chargea le Simambili Naaba de leur procurer un terrain à



l'écart. Cet endroit est toujours celui qu'occupe le siège central des Assemblées de Dieu^{xv}.

De nos jours, la montée de l'extrémisme violent dans la bande sahélo-sahélienne est surtout liée à l'islam. Les tenants d'un islam rigoriste n'hésitent plus à s'exprimer et le port du voile intégral prend de l'ampleur au sein des écoles et universités. Les partisans d'un islam rigoureux profitent du vide juridique et de la faible interférence de l'Etat dans les pratiques religieuses. Des prêches intolérants passent sur les ondes des radios confessionnelles en langue nationale mais aussi en français. Des attitudes d'intolérance sont souvent constatés chez certains chrétiens, notamment des adeptes de certaines églises protestantes, mais il n'a pas encore été donné de constater d'acte violent à l'image des actes terroristes actuels.

L'État, la religion et les actions contre la montée de l'extrémisme violent

Le Burkina Faso est selon sa constitution un Etat laïc, ainsi que clairement exprimé dans son article 31 : *« Le Burkina Faso est un Etat démocratique, unitaire et laïc. Et l'article 7 de la Constitution a systématiquement cherché à protéger la liberté de croyance, de non croyance, de conscience, d'opinion religieuse, philosophique, d'exercice de culte. Chacun peut s'y exprimer, à partir du moment où cette expression ne nuit ni à l'ordre public, ni à l'intégrité morale de quiconque. Les institutions et les communautés religieuses ont le droit de se développer sans entrave. Elles sont dégagées de la tutelle de l'État. Elles règlent et administrent leurs affaires d'une manière autonome ».*

La laïcité au Burkina Faso est plus axée sur la liberté de pratiquer sa religion que sur la volonté de réglementer les pratiques et comportements religieux. A titre d'exemple, l'État prend en charge l'organisation du

Janvier 2018

pèlerinage à la Mecque au profit des fidèles musulmans, mais le même accompagnement n'est pas proposé pour les pèlerinages des autres confessions religieuses. A l'instar des partis politiques ou des associations, toute organisation d'obédience religieuse doit se déclarer auprès du ministère de l'Administration territoriale. Cette déclaration donne lieu à une reconnaissance officielle. Au niveau institutionnel, l'État essaie d'encourager le dialogue interreligieux dans une logique de conciliation. L'enjeu est de surveiller et d'éteindre les foyers latents pouvant dégénérer en crises plus inquiétantes. Cependant, l'Etat ayant été monopolisé pendant longtemps par des cadres chrétiens, il fait preuve d'une fébrilité certaine lorsqu'il s'agit des affaires religieuses. Evitant « de s'immiscer dans les affaires religieuses, » l'Etat laisse ainsi se développer des pratiques qui peuvent encourager la montée de l'extrémisme violent. C'est le cas du contrôle des prêches et imams des mosquées et temples, mais aussi l'organisation des écoles coraniques. Il existe cependant de nombreuses initiatives éparses qui concourent à lutter contre la radicalisation au Burkina Faso. Celles-ci émanent non seulement des chefs religieux, mais aussi des chefs traditionnels et coutumiers et des associations au niveau local.

La mobilisation des institutions religieuses pour réduire la montée de l'extrémisme violent

La nécessité d'une mobilisation des cadres religieux de l'Islam contre la radicalisation fait partie des accords passés entre le Gouvernement et les responsables religieux. Ils disposent en effet de la légitimité et de l'autorité morale et théologique nécessaires à la dénonciation d'un discours qui entre en confrontation avec les valeurs que la République défend. Le dialogue interreligieux comme outil de résilience suscite un certain scepticisme. Aux yeux



de certains, le rôle de l'État comme instigateur peut poser problème car il peut manquer de crédibilité aux yeux des participants et de leurs fidèles. Pourtant, le dialogue inter-religieux a pour effet la création de réseaux entre les chefs de différentes confessions, qui peuvent offrir un moyen de communication en cas de tensions et donner le ton de relations apaisées à l'intérieur et entre les communautés. Le journal en ligne *lefaso.net* écrivait : « *le Burkina Faso n'est pas un pays à l'abri du fondamentalisme religieux tant que les uns et les autres ne reverront pas leurs discours en rapport avec les convictions de la foi. Actuellement nous arrivons peut-être officiellement à sauver l'essentiel en surpassant les débats ou en évitant d'aborder le sujet mais il faudrait qu'officieusement certaines pratiques de dénigrement et de mauvaises considérations soient contenues pour l'avenir en rapport avec nos convictions religieuses et notre vie en société* »^{xvi}. C'est pourquoi, toutes les communautés religieuses sont appelées à réexaminer les aspects fondamentaux de leurs enseignements en vue de promouvoir les relations de paix.



Burkina Faso : préserver l'équilibre religieux ©International Crisis Group

Janvier 2018

La nécessité que les différentes communautés s'impliquent davantage dans la régulation du discours religieux et cessent de prendre pour acquis la coexistence religieuse pacifique est présentée par toutes les communautés religieuses comme déterminante pour la paix sociale. L'histoire des relations interreligieuses a été marquée par les rivalités et des conflits latents. Aujourd'hui encore, les interventions militaires en Afrique de l'ouest sont souvent perçues par de nombreux jeunes musulmans comme la manifestation d'une volonté de l'Occident chrétien de détruire l'islam. Il n'est pas rare de voir le christianisme présenté comme la religion de l'Occident, et l'islam comme étant la « religion héritées de nos pères ». Mais ces dernières années, nous assistons à de nombreux efforts de concertations et d'échanges entre les différentes confessions au Burkina Faso pour aboutir à une entente nouvelle en créant les conditions plus favorables au dialogue interreligieux^{xvii}. Un cadre de dialogue existe ainsi entre les différentes religions qui se rencontrent assez régulièrement au niveau des « Etats-majors » des différents clergés. Ce mouvement interreligieux concerne en premier lieu les institutions religieuses telles que :

- l'Eglise catholique au sein de la Conférence épiscopale ;
- les églises évangéliques de la Fédération des Eglises et Missions Evangéliques ;
- la Fédération d'associations islamiques du Burkina,
- ainsi que les associations des jeunes de ces différentes confessions.

Par ailleurs, le Burkina Faso participe activement aux initiatives internationales de dialogue interreligieux, dont la dynamique est soutenue logistiquement et financièrement par des organisations internationales souvent d'obédience catholique^{xviii}. L'église catholique joue en effet un rôle



déterminant dans la genèse et l'animation de ce mouvement transnational, ayant inscrit le dialogue avec les autres religions, depuis le concile Vatican II, dans son agenda^{xix}. Au niveau local, l'élite catholique burkinabè est aussi à l'initiative du dialogue islamo-chrétien. La Conférence épiscopale du Burkina-Niger a créé une commission pour l'islam et une pour la religion traditionnelle africaine. Ce dialogue est entrepris sous diverses formes. Il peut s'agir de se rendre visite lors des fêtes religieuses, ce qui constitue un exemple positif du sommet à la base. Des musulmans^{xx} partageant la nourriture des catholiques à l'occasion de Pâques, les archevêques dans les différentes villes assistent à la prière lors de la Tabaski. Il peut s'agir de sessions de formation pour agents pastoraux, des émissions radio ou des fiches pédagogiques concernant la connaissance des autres religions.

Une grande partie des efforts récents dans l'échange interreligieux^{xxi} s'est ainsi appliquée à clarifier les différentes croyances et pratiques, dans le but de mieux comprendre les autres religions. Des journées ou des soirées de formation sont ainsi organisées dans cet esprit par certains diocèses, souvent à l'initiative des délégués diocésains pour les relations avec l'islam. Selon le Cardinal Philippe Ouédraogo : « *L'expérience du dialogue interreligieux dont nous voulons témoigner ici est essentiellement celle d'un dialogue de la vie qui revêt trois formes : le dialogue comme hospitalité réciproque, le dialogue de la solidarité agissante et l'engagement commun au service de la paix* »^{xxii}.

Le dialogue interreligieux^{xxiii} est perçu et présenté comme un atout pour la coexistence des communautés. Les chefs religieux, conscients de l'importance de ce dialogue, jouent un rôle considérable dans sa promotion, bien que sa pertinence et son bien-fondé soit parfois mis en doute. Les effets médiatiques des rencontres organisées dans le cadre de ce dialogue sont certes

Janvier 2018

importants, mais la question se pose de savoir s'ils ont des conséquences sur les attitudes et pratiques du croyant à la base. Une association, dite « Jeunesse des associations islamiques », avait ainsi manifesté son mécontentement au grand imam de Ouagadougou pour la visite de courtoisie qu'il avait rendue à l'archevêque de la capitale burkinabè, sous prétexte de religions différentes. Réactions inquiétantes de la part de jeunes adeptes de l'islam. La communauté musulmane avait alors vivement réagi, rappelant que ces visites visaient à promouvoir un dialogue islamo-chrétien jugé « *indispensable [au regard] de ce qui se passe ailleurs* » et que « *le Saint Coran, parole de Dieu [...], encourage* »^{xxiv}. Ces exemples montrent que le dialogue n'est pas donné, et que des contraintes et des difficultés existent.



Visite de courtoisie d'une délégation de la Communauté musulmane du Burkina Faso à l'archevêché de Ouagadougou le dimanche 30 décembre 2012. Source : <http://lcfaso.net>

En outre, les initiatives interreligieuses ponctuelles se sont multipliées surtout en temps de crise, depuis 1999. Pour apaiser la tension, le chef de



l'Etat, le 21 mai 1999, montait au créneau et adressait, cinq mois après l'assassinat du journaliste Norbert Zongo, un message^{xxv}-d'apaisement à la population ; message dans lequel il reconnaissait que le Burkina Faso traversait une crise majeure qui mettait à rude épreuve la cohésion sociale. A cet effet, le gouvernement burkinabè a suscité une coopération interreligieuse restreinte (un représentant de la communauté musulmane, un représentant de la communauté chrétienne, un représentant des chefs coutumiers / traditionnels), lorsqu'il créa un Collège de Sages en 1999, qui avait pour mission d'œuvrer à la réconciliation des cœurs et à la consolidation de la paix sociale, pour faire face à la grave crise qui a secoué le Burkina Faso après le quadruple assassinat de Sapouy en 1998. Ce Collège de sages^{xxvi} était présidé par Mgr Anselme T. Sanon archevêque de Bobo Dioulasso, composé de trois anciens chefs d'État (Sangoulé LAMIZANA colonel Saye ZERBO, Jean Baptiste OUEDRAOGO), de huit représentants des diverses familles spirituelles et de cinq personnes ressources.

Le Collège des Sages, dans son rapport, faisait l'analyse suivante : « *La crise actuelle que notre pays traverse depuis quelques mois est réelle et profonde. Elle n'est pas que conjoncturelle ; elle est structurelle. Elle s'étend à tous les secteurs de la vie nationale et touche toutes les couches de la population. Elle se manifeste dans le domaine social et culturel, politique et administratif, économique et enfin au niveau éthique. Les tragiques événements récents, notamment le drame intervenu le 13 décembre 1998 à Sapouy^{xxvii}, n'en ont été que le détonateur* »^{xxviii}. A la suite de son rapport, une Commission pour la Réconciliation Nationale a été installée en 1999. Il s'agissait des mécanismes endogènes de prévention et de règlement des conflits pour préserver les valeurs de tolérance et de pardon dans les rapports entre les individus. La journée nationale du pardon, instituée en 2001 et célébrée pour la première fois le 30 mars 2001, en raison de ses fondements non consensuels, n'a ni

Janvier 2018

rencontré l'adhésion générale, ni atténué les frustrations de la population. Cette date est un tournant dans la prise en compte sociale de la pluralité religieuse, par crainte des possibles répercussions sociopolitiques consécutives aux dossiers de crimes économiques et de sang à caractère politique suite à l'assassinat du journaliste Norbert Zongo, au Burkina Faso. Enfin, alors que certains responsables religieux font des déclarations communes au plan national et local, une nouvelle pratique politique se développe : des maires ou des préfets invitent des responsables religieux à faire des déclarations de paix.

Le rôle de l'Associations Islamiques du Burkina (FAIB)

Contrairement aux chefs religieux dont le rôle se limite à la promotion des dialogues interreligieux comme facteurs de résilience face à la radicalisation, les musulmans du Burkina Faso, à travers la Fédération des Associations Islamiques du Burkina (FAIB), condamnent de la façon la plus absolue, cette « indignité humaine » qu'est le terrorisme. Cette organisation affirme constamment son rejet total, catégorique et sans ambiguïté de toute forme de violence ou de terrorisme qui ne saurait être justifiée par une quelconque conviction religieuse. Elle prône une lecture ouverte de l'islam, prenant en compte le contexte socio-culturel et condamne unanimement, les actes barbares commis par des sanguinaires. La FAIB au nom de la communauté musulmane du Burkina Faso a, lors des actes terroristes précédents, félicité les forces de défense et de sécurité pour leur professionnalisme, leur promptitude, leur courage qui ont permis de limiter les différentes tragédies et leur a témoigné son soutien total. Elle a, enfin, exprimé son soutien aux autorités dans leurs efforts de lutte contre le terrorisme, tout en rappelant que l'Islam condamne la tuerie aveugle. La Fédération des Associations Islamiques du Burkina (FAIB) joue un rôle

7





essentiel à travers l'organisation de séances d'information, de débats, de forums pour encourager l'harmonisation des connaissances de la religion. A titre d'exemple, la FAIB a initié, depuis une année, des rencontres dans les écoles coraniques pour sensibiliser les jeunes apprenants aux valeurs de la tolérance et de paix, tout en se basant sur les exemples des préceptes de l'islam. A travers ces activités, ses membres essayent également d'améliorer le niveau de prise de conscience des maîtres coraniques sur les discours à ne pas tenir dans le cadre de leurs enseignements.

Les chefs coutumiers et traditionnels

En dehors des chefs religieux, les chefs coutumiers et traditionnels sont eux-mêmes très dynamiques à travers la tenue de concertations, très souvent sollicitées par des autorités de l'Etat. Celles-ci n'ignorent pas leur importance sociale et ils collaborent ensemble dans le cadre de la lutte contre et de la prévention de la radicalisation. Ils ont su développer progressivement de véritables campagnes offensives contre la propagande des discours d'intolérance à travers des sensibilisations dans les milieux ruraux au Sahel. Ces mesures de sensibilisations ont pour objectifs de renforcer les capacités de résiliences des populations et de prévenir, détecter et traiter les cas de radicalisation violente, mais, il est très difficile pour ces chefs coutumiers de descendre sur le terrain pour des sensibilisations au regard de leurs statuts de notabilité dont ils font références sans cesse pour se valoriser. Même si le nombre de basculements dans la violence radicale et celui des départs demeurent faibles, la traque au quartier Kilwin de l'arrondissement 3 de Ouagadougou d'un Burkinabè présumé recruteur de terroristes qui a été abattu par les forces de sécurité dans la nuit du samedi 22 au dimanche 23 octobre 2016, relance le débat sur l'existence du radicalisme au Burkina. Les

Janvier 2018

actions mises en œuvre ont contribué à déstabiliser les filières et à empêcher certains départs vers les zones contrôlées par les groupes terroristes.

Conclusion

Au Burkina Faso, les leaders religieux sont convaincus du bien-fondé de la coexistence pacifique entre les différentes confessions religieuses. Ils essayent d'entretenir cette dynamique au travers du dialogue inter-religions et d'actions symboliques médiatisées à dessein. Toutefois, pour que de telles initiatives aient une certaine efficacité sur les jeunes, beaucoup de réformes, et surtout beaucoup d'actions concrètes doivent encore être réalisées. L'Etat peut ainsi s'appuyer sur les organisations confessionnelles faitières qui doivent occuper le terrain par des actions de formation, de contrôle et de sensibilisation afin de parvenir à éradiquer le phénomène extrémiste montant au Burkina Faso. L'Etat, les chefs religieux et coutumiers, ainsi que les associations d'une manière générale ne sont pas seulement interpellés. Les autres acteurs privés, même individuels, le sont aussi. Des mécanismes traditionnels et religieux peuvent être revisités face au délitement des valeurs sociales. Des valeurs telles que la non-violence, la tolérance et la solidarité sont des repères importants à mettre en évidence, qui constituent un patrimoine culturel très riche, permettant de résorber les crises de confiance qui traversent la société burkinabè d'aujourd'hui.

Auteurs : Dr. Ludovic O. KIBORA, Dr. Mamadou TRAORE, Chercheurs à l'Institut des Sciences des Sociétés (INSS) / CNRST, Ouagadougou / Burkina Faso



Bibliographie

BIRFO-SOME, (Magloire), *La christianisation des Dagara du Burkina : flux et reflux des conversions (1932-1952)*, In: Revue française d'histoire d'outre-mer, tome 85, n°319, 2e trimestre 1998.

COMPAORE, (Maxime), Chronique de l'école au Burkina Faso, in Georges Madiéga et Ouamarou Nao (ed) *Burkina Faso, cent ans d'histoire 1895-1995*, Paris-Ouagadougou, Karthala-PUO, 2003.

Crisis group, *Burkina Faso : préserver l'équilibre religieux*, Report N° 229/ Africa, 2015

ENÉE, (Gregory), La dynamique des ONG au Burkina Faso: une efficacité en question, Thèse de doctorat, Géographie, Université de Caen, 2007.

FISCHER, (Jean), et TAYLOR, (John), *Dialogue interreligieux : Propositions pour construire ensemble*, Cahiers de propositions pour le XXIe siècle, éditions Charles Léopold Mayer.

GARREAU, (Marion), *Burkina Faso : la tolérance religieuse à l'épreuve du terrorisme*, Publié le 17/03/2016 à 15:20 - Modifié le 17/03/2016 à 15:55 | Le Point Afrique

LANGEWIESCHE, (Katrin), « *Le dialogue interreligieux au service du développement* », Bulletin de l'APAD [En ligne], 33 | 2011, mis en ligne le 22 mars 2012, Consulté le 30 septembre 2016. URL : <http://apad.revues.org/4087>.

LANGEWIESCHE, (Katrin), « *Le dialogue interreligieux au service du développement* », *Bulletin de l'APAD* [En ligne], 33 | 2011, mis en ligne le 22 mars 2012, consulté le 30 septembre 2017. URL : <http://apad.revues.org/4087>

LINDEN, (I.), *Global Catholicism. Diversity and Change since Vatican II*, Hurst & Company, London, 2009.

MBACKE, (Khadim), *Sufism and religious brotherhoods*, Edité par John O. Hunwick, traduction de Eric Ross. Markus Wiener Pub, 2005.

Janvier 2018

SOW, (Fatou), *Fundamentalisms, globalization and women's human rights in Senegal*, In : KERR, (Joanna), et SWEETMAN, (Caroline), *Women Reinventing Globalisation*, Oxfam, 2003.

ⁱ <http://www.jeuneafrique.com/mag/296480/politique/attentat-de-ouagadougou-burkina-a-ete-frappe/>

ⁱⁱ un agent de sécurité roumain, enlevé le 4 avril à Tambao, dans le nord du Burkina Faso où il était responsable de la sécurité de la mine de manganèse de Tambao, à l'extrême nord du Burkina Faso, près de la frontière avec le Mali et le Niger

ⁱⁱⁱ <http://www.rtb.bf/2016/12/attaque-terroriste-de-nassoungou-du-16-decembre-2016/> ; <http://burkina24.com/2016/12/16/burkina-des-positions-de-larmee-et-de-la-gendarmerie-attaques-dans-le-soum/>

^{iv} C'est ainsi qu'un terroriste présumé (dénoncé par le voisinage) a été abattu dans un quartier périphérique de Ouagadougou où il avait pu louer une maison depuis plusieurs mois.

^v Al-Mourabitoune, alors affilié à Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI), avait revendiqué l'Attentat du Splendid Hotel et du restaurant Cappuccino. Or, une année après cette attaque, un Burkinabé et deux Maliens ont été mis en examen « pour association de malfaiteurs, assassinat, tentative d'assassinat, dégradation volontaire de biens en relation avec une entreprise terroriste, complicité d'assassinat et tentative d'assassinat en relation avec une entreprise terroriste ». Pour l'heure, hormis pour le dénommé Iman « Malam » Dicko (cf. *infra*), il est difficile d'établir la connexion des individus impliqués dans cet attentat avec les groupes terroriste connus.

^{vi} Attaques des Restaurant Cappuccino et de l'hôtel Splendid le 15 janvier 2016 et celle du Café Aziz Istanbul le 13 août 2017.

^{vii} Depuis la période révolutionnaire (1983-1987) il n'existe pas de statistiques officielles sur l'ethnie et la religion. Données actuelles sont soit des estimations de chercheurs, soit des estimations à partir des enquêtes sur d'autres sujets.

^{viii} L'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD), Annuaire statistique du Burkina Faso 2009.

^{ix} SOW, (Fatou), *Fundamentalisms, globalization and women's human rights in Senegal*, In : KERR, (Joanna), et SWEETMAN, (Caroline), *Women Reinventing Globalisation*, Oxfam, 2003.

^x L'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD), Annuaire statistique du Burkina Faso 2009.

^{xi} C'est l'appellation qui englobe christianisme et islam, pour marquer leurs différences avec les religions traditionnelles qualifiées d'animismes.

^{xii} BIRFO-SOME, (Magloire), *La christianisation des Dagara du Burkina : flux et reflux des conversions (1932-1952)*, In: Revue française d'histoire d'outre-mer, tome 85, n°319, 2e trimestre 1998.





^{xiii} COMPAORE, (Maxime), Chronique de l'école au Burkina Faso, in Georges Madiéga et Ouamarou Nao (ed) *Burkina Faso, cent ans d'histoire 1895-1995*, Paris-Ouagadougou, Karthala-PUO, 2003.

^{xiv} ENÉE, (Gregory), La dynamique des ONG au Burkina Faso: une efficacité en question, Thèse de doctorat, Géographie, Université de Caen, 2007.

^{xv} Les Assemblées de Dieu, sont un regroupement d'Églises chrétiennes évangéliques de courant pentecôtiste, le Pentecôtisme, vient de la Pentecôte, la manière dont le Christ est apparu aux apôtres, après Pâques, dans l'Évangile. Historiquement, ils sont nés en Normandie : la première église pentecôtiste a été créée dans les années 30, par un anglais, Douglas Scott, qui s'est installé au Burkina Faso, en même temps que se banalisaient dans un nombre toujours plus important de paroisses (surtout en milieu urbain) les cultes tournant autour de prières collectives de délivrance

^{xvi} Le fasonet, Religions au Burkina Faso : Le double jeu de la cohabitation, 2012. Voir <http://lefaso.net/spip.php?article49538>

^{xvii} Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme et de la Conférence Mondiale des Religions pour la Paix, Les religions et la construction de la paix, un séminaire interreligieux s'est tenu en 1999, In : FISCHER, (Jean), et TAYLOR, (John), *Dialogue interreligieux : Propositions pour construire ensemble*, Cahiers de propositions pour le XXIe siècle, éditions Charles Léopold Mayer.

^{xviii} LANGEWIESCHE, (Katrin), « *Le dialogue interreligieux au service du développement* », Bulletin de l'APAD [En ligne], 33 | 2011, mis en ligne le 22 mars 2012, Consulté le 30 septembre 2016. URL : <http://apad.revues.org/4087>.

^{xix} LINDEN, (I.), *Global Catholicism. Diversity and Change since Vatican II*, Hurst & Company, London, 2009.

^{xx} GARREAU, (Marion), *Burkina Faso : la tolérance religieuse à l'épreuve du terrorisme*, Le Point Afrique, publié le 17/03/2016 consulter http://afrique.lepoint.fr/actualites/burkina-faso-la-tolerance-religieuse-a-l-epreuve-du-terrorisme-17-03-2016-2026104_2365.php

^{xxi} Responsabilités et engagements des familles religieuses pour le futur de l'humanité (*séminaire de Bossey, août 2001*), In : FISCHER, (Jean), et TAYLOR, (John), *Dialogue interreligieux : Propositions pour construire ensemble*, Cahiers de propositions pour le XXIe siècle éditions Charles Léopold Mayer

^{xxii} Radio Vatican, Burkina-Faso : Le Cardinal Ouédraogo promeut le dialogue interreligieux, http://fr.radiovaticana.va/news/2015/06/10/burkinafaso__le_cardinal_ou%C3%A9draogo_promeut_le_dialogue_interreligieux/1150328

^{xxiii} Crisis group, *Burkina Faso : préserver l'équilibre religieux*, Op. Cit.

^{xxiv} GARREAU, (Marion), *Burkina Faso : la tolérance religieuse à l'épreuve du terrorisme*, Op. Cit.,

^{xxv} Message à la nation de son excellence le président du Faso, Ouagadougou le 21 mai 1999, rapport Générale sur la mise en œuvre des recommandations de la commission pour la réconciliation nationale, p. 46-47

^{xxvi} Le Collège des sages, avait pour mission d'œuvrer à la réconciliation nationale, il a été dissout après avoir transmis son rapport au chef de l'Etat burkinabé.

^{xxvii} Le 13 décembre 1998, Norbert Zongo, directeur de publication « l'Indépendant », ainsi que trois de ses compagnons, parmi lesquels son frère, ont été retrouvés carbonisés dans leur véhicule sur la route de Sapouy. Le drame de Sapouy a créé une onde de choc provoquant la rupture de confiance et le déficit de dialogue entre les acteurs politiques et les populations d'une part et d'autre part, entre le gouvernement et l'opposition. Ce crime rallongeait une liste déjà longue de crimes non élucidés qui endeuillaient des familles et dégradaient le climat politique.

^{xxviii} Rapport du collège des sages, Ouagadougou, juillet 1999, p.9



Avec le soutien de

Les analyses de l'ASA n'engagent pas l'OIF

